

**Demande d'examen au cas par cas préalable
à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale**

Article R. 122-3 du code de l'environnement

*Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative*

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Extension de la zone commerciale Bièvre Dauphine sur la commune d'Apprieu / Communauté de communes de Bièvre Est (38).

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Communauté de Communes de BIEVRE EST

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

M. VALTAT Roger, Président

RCS / SIRET

2 4 3 8 0 1 0 7 3 0 0 0 5 3

Forme juridique

7346 Communauté de communes

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
39° Opérations d'aménagements, créant une surface plancher entre 10 000 et 40 000 m ² et dont la superficie est supérieure à 5 ha et inférieure à 10 ha	Construction d'une surface plancher d'activité commerciale sur un terrain d'environ 5,7 hectares et d'une surface de plancher totale d'environ 15 000 m ² sur la commune d'Apprieu, territoire de la Communauté de Communes de Bièvre Est.

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet se situe sur l'Espace économique de Bièvre Dauphine, espace reconnu d'intérêt stratégique à l'échelle de la Région Urbaine Grenobloise et oasis de services du territoire. Il concerne la partie commerciale de cet espace et vise à renforcer la zone commerciale existante, créée dans les années 70-80 le long de la RD50f et de l'A48 (diffuseur n°9).

Le périmètre du projet porte sur tènement d'environ 5,7 ha entre la RD50f et la RD520 au nord. Il est composé en grande majorité d'espaces agricoles (prairie de fauche - luzerne -, verger à l'abandon, maïs, tournesol) ; il s'insère entre les bâtiments commerciaux existants (Intermarché, Super U, Pôle médical...) à l'ouest et le Parc Industriel au sud et Apprieu à l'Est. Le projet prévoit la construction d'environ 15 000 m² de surface plancher à vocation commerciale accompagnée d'environ 500 places de stationnement mutualisées.

L'aménagement intègre des nouveaux cheminements cycles et piétons reliant les 3 pôles (zone commerciale, parc d'activités industrielles et pôle de services) qui seront raccordés à l'existant et intégrés dans le schéma cycle du territoire.

Le projet préserve un corridor écologique local identifié à l'Est.

4.2 Objectifs du projet

La volonté politique est d'étendre la zone commerciale existante, créée dans les années 70-80, et vieillissante pour :

- créer une offre non existante sur le territoire sur le non alimentaire et non concurrentielle avec les commerces de centre-bourg (75% d'évasion vers Grenoble, Voiron et Bourgoin),
- diminuer l'impact sur l'environnement et les gaz à effet de serre en réduisant les déplacements,
- ancrer le consommateur sur le territoire afin de développer l'autonomie du territoire,
- créer une typologie d'emplois non existant sur le territoire (entre 100 et 150 emplois),
- faciliter la réhabilitation de la zone commerciale existante en partenariat avec les propriétaires en intégrant les modes doux, des espaces verts qualitatifs et un visuel en lien avec les bâtiments futurs.

La zone commerciale existante, ne présentant aujourd'hui plus de disponibilité foncière, représente 12 ha, et son extension initialement de 11,6 ha au PLU d'Apprieu a été réduit à environ 5,7 ha afin de :

- préserver les enjeux environnementaux repérés sur la partie Est initiale (chouette chevêche),
- conserver le corridor écologique local nord/sud repéré sur la partie Est initiale,
- créer un espace commerciale adapté à la taille du territoire.

Le reste de la zone AU du PLU actuel sera reclassée en zone A (ou N) au futur PLUi en cours d'élaboration.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Une fois obtenues l'ensemble des autorisations et déclarations aux titres des autres réglementations, seront réalisés, dans un premier temps les réseaux et structures des équipements, puis les aménagements de surface (jusqu'aux espaces verts).

L'aménagement du projet est prévu en une seule phase.

Les travaux se dérouleront de mi 2019 à fin 2020.

Les travaux relatifs aux bâtis auront lieu sur 2020 avec une ouverture au public prévue début 2021.

Les agriculteurs du secteur pourront exploiter les terrains jusqu'à l'aménagement de chaque parcelle de la zone commerciale par le biais de signature de baux précaires avec la collectivité, en partenariat avec la SAFER.

Durant la phase travaux, une attention particulière sera portée au fait de ne pas porter préjudice aux commerces existants dans leurs activités en ne gênant pas leur accessibilité.

Il en est de même pour le corridor écologique, les travaux de la voie logistique située à l'Est seront réalisés de préférence en dehors des périodes sensibles (période de reproduction, alimentation, etc.) pour limiter le dérangement. Par ailleurs, la collectivité travaille en collaboration avec l'association du Pic Vert sur ces sujets afin de limiter au tant que faire ce peut les impacts.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

L'implantation de nouvelles activités commerciales va créer entre 100 et 150 nouveaux emplois sur la zone. Cette typologie d'emplois est quasi-inexistante à ce jour sur le territoire.

Ce projet permettra :

- d'exploiter le trafic existant (15 000 v/j) et générera près de 2400 véhicules supplémentaires par jour en moyenne avec environ 300 véhicules à l'heure de pointe le samedi.
- de fournir un espace commercial aux 1200 salariés de l'espace économique (+800 à 1000 emplois attendus sous 10 ans) dans la semaine afin de faire leurs courses sur site.

Le projet prévoit deux points d'accès qui seront différenciés du trafic livraison et salariés de la zone :

- au nord depuis le giratoire avec l'aménagement d'une 5ème branche existante,
- au sud depuis le RD50f face à la rue Eugène Perrin.

Un maillage piéton sera aménagé à travers la nouvelle zone et connecté au maillage existant pour réduire les déplacements motorisés internes à la zone. Une réflexion est en cours sur la mise à disposition de vélos sur le Parc d'activités industrielles et sur la zone commerciale.

S'agissant d'un aménagement à usage commercial, les obligations en matières de stationnements seront prises en compte dès la demande de permis d'aménager (notamment le maxima du L111-19 du Code de l'Urbanisme).

Le dossier déclaratif au titre de la Loi sur l'eau prévoit, quees eaux de voirie et parking (domaines privé et public) seront gérées pour des pluies de retour 30 ans via un bassin d'infiltration associé à un bassin de décantation étanche et un séparateur hydrocarbure. Ces ouvrages permettront de compenser l'augmentation de débit liée à l'imperméabilisation et d'abattre la pollution chronique. Un entretien annuel du séparateur à hydrocarbure est prévu, tandis qu'une vanne en aval du bassin de décantation permettra de confiner une pollution accidentelle.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le projet est soumis à :

- Permis d'aménager (dépôt prévu 3ème ou 4ème trimestre 2018),
- Dossier loi sur l'eau au régime déclaratif (dépôt durant l'été 2018).

Les constructions seront quant à elles soumises ultérieurement à :

- Permis de construire,
- Autorisation d'exploitation commerciale.

En l'état actuel le projet de permis d'aménager comportera outre le plan de composition d'ensemble et les plantations à créer (R441-4), une hypothèse d'implantation des bâtiments (R442-5). L'architecture des bâtiments n'est donc pas connue à ce stade, même si un architecte conseil émettra un avis sur le respect des dispositions architecturales du lotissement et leur harmonie.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
surface du projet	5,7 ha (57 285 m ²)
surface plancher	env 15 000 m ² SP
nombre de places de stationnements (commerces et déductions)	env 500 places
surfaces des stationnements (affectées aux commerces uniquement)	maximum 11 500 m ² (environ 450)

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s)
d'implantation

Zone commerciale de Bièvre
Dauphine
Rue du Grand Champ
38140 APPRIEU

Coordonnées géographiques¹

Long. 0 5 ° 2 8 ' 0 8 " E Lat. 4 5 ° 2 3 ' 5 3 " N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a) et b), 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. _ ° _ ' _ " _ Lat. _ ° _ ' _ " _

Point d'arrivée :

Long. _ ° _ ' _ " _ Lat. _ ° _ ' _ " _

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☐

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le département de l'Isère est couvert par un PPBE approuvé le 26 mai 2015. Le périmètre du projet est concerné en partie par les nuisances sonores de l'A48.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun site identifié par les bases de données Basias-Basol au droit du périmètre d'étude.
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site Natura 2000 le plus proche est le Site d'importance Communautaire (SIC) des « Tourbière du Grand Lemps », situé à environ 3 km au nord-ouest.
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les habitats naturels présents dans la zone d'étude sont banaux. Les cultures sont dominantes. La plus grande partie en maïs, une petite partie en verger, en prairie artificielle et en tournesol. Parmi les espèces de vertébrés présentes dans la zone d'étude, seule la chouette chevêche, qui se reproduit dans une ferme proche (150m projet), présente une sensibilité. Cette espèce a justifié la réduction de l'emprise projet, afin de préserver les prairies de pâture favorables à son alimentation. Cette espèce non farouche se maintiendra donc sur site. Les habitats et espèces végétales ne présentent pas d'intérêt particulier.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le périmètre du projet est actuellement occupé par des parcelles agricoles (cultures céréalières et prairie de fauche). Des mesures de compensation sont en cours d'étude entre la SAFER, la collectivité et les agriculteurs impactés par le projet. Au regard du PLU approuvé de la Commune, les terrains supports du projet sont classés en zone AUi à vocation principalement commerciale, immédiatement ouverts à urbanisation sans nécessiter d'évolution du PLU.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Deux canalisations de transport de matières dangereuses (éthylène et hydrocarbure) traversent le périmètre d'étude induisant des contraintes d'urbanisation qui sont intégrées au projet. Cet espace accueillera une voie verte, un espace paysager et des stationnements. Les bâtiments sont implantés le plus en retrait possible des canalisations pour limiter les risques. Les canalisations sont d'ores et déjà couvertes pour réduire les risques et faciliter l'aménagement de la zone commerciale.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le périmètre du projet est classé en zone de sismicité modérée (zone 3).
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet engendrera environ 2400 véhicules par jour en moyenne (employés et clients) qui transiteront sur la RD50f (env 15 000 veh/j) et sur la RD520 (env 10 000 véh/j). La zone commerciale captera une grande partie des flux des RDs qui aujourd'hui consomment à l'extérieur du territoire. L'ensemble des carrefours disposent de réserve de capacité largement suffisante pour absorber le trafic supplémentaire.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Le trafic routier induit par le projet entraînera des nuisances sonores supplémentaires mais non significatives, de l'ordre de 0,5 dB(A) le long de la RD50f. Une partie du périmètre du projet est concernée par les nuisances sonores liée aux trafics de l'A48 mais les bâtiments existants forment un écran quasi continu vis à vis de cet axe routier.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	La RD50f et la rue du Grand Champ sont déjà équipées d'éclairage public. Les cheminements d'accès aux bâtiments seront éclairés dans le respect des lois d'accessibilité PMR. Dans un souci d'économie énergétique et de réduction de la pollution lumineuse, l'éclairage public sera a minima abaissé la nuit, voir éteint. La voie logistique recevra un éclairage spécifique et orienté afin de limiter le dérangement du corridor écologique voisin.
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase travaux et exploitation, les rejets de polluants atmosphériques seront induits par le trafic et la consommation énergétique globale des bâtiments. Compte tenu de la nature de l'opération ces rejets seront limités : - trafic de véhicules de l'ordre de 2400 véhicules par jour, - bâtiments construits selon la RT2012.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un dossier Loi sur l'eau au régime déclaratif est en cours d'élaboration. Les eaux de toiture (domaine privé) seront gérées à la parcelle. Les eaux de voirie et parking (domaines privé et public) seront gérées via un bassin d'infiltration associé à un bassin de décantation étanche et un séparateur hydrocarbure. Ces ouvrages permettront de compenser l'augmentation de débit liée à l'imperméabilisation et d'abattre la pollution chronique. Une vanne en aval du bassin de décantation permettra de confiner une pollution accidentelle.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet induit des effluents assimilés à des eaux domestiques. Les eaux usées seront reprises dans le réseau d'eaux usées intercommunal.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Compte tenu de l'activité commerciale du site, le projet engendrera uniquement la production de déchets non dangereux. Le service des ordures ménagères de la collectivité propose plusieurs solutions pour la gestion des déchets des professionnels.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	D'après la DRAC – service régional de l'archéologie (lettre du 29 juillet 2014), en l'état actuel des connaissances, la carte archéologique ne mentionne aucun site recensé dans l'emprise du périmètre d'étude et ni même dans la périphérie immédiate (100 mètres).
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet engendrera la suppression d'environ 6 hectares d'espace agricole classé actuellement en zone à urbaniser à vocation principalement commerciale (AUi). Des mesures compensatoires sont en cours d'élaboration entre la collectivité et les agriculteurs concernés.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Mesures d'évitement :

- La localisation du projet permet d'éviter l'évasion commerciale (75%) des habitants vers d'autres pôles commerciaux (Grenoble, Voiron et Bourgoin) et réduit ainsi les déplacements véhiculés et les nuisances associées.
- La périmètre initial a été réduit (de 11,6 ha à 5,7 ha actuellement) afin de :
 - préserver les prairies de pâture, habitat de nourrissage des oiseaux et notamment de la chouette chevêche.
 - réduire la consommation d'espace (6 ha non aménagés reclassés en zone A dans le PLUi en cours d'élaboration).

Mesures de réduction :

- Couverture des canalisations TMD pour réduire le risque et faciliter l'aménagement.
- Projet localisé à près de 300 m des riverains les plus proches, limitant ainsi les nuisances.
- plantation de haies bocagères composées d'espèces locales en limite Est du projet, préservant les riverains et créant des habitats naturels
- développement des modes alternatifs : lignes de bus du Département, voie verte, cheminements piétons intra zone,
- projet qualitatif : architecture homogène, enseignes intégrées au bâti non lumineuses, aménagement paysager soigné...

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet est compatible avec les documents d'urbanisme opposables (SCoT, PLU en vigueur et PLUi en cours d'élaboration) et répond aux objectifs fixés par la Communauté de Communes de Bièvre Est. Il intègre les composantes de l'ensemble des pôles de la collectivité (aménagement du territoire, mobilités, eaux et assainissement, développement durable, développement économique...).

Le projet initial a évolué pour EVITER. Il en résulte que les principaux enjeux environnementaux identifiés sur le secteur restant ont bien été pris en compte par et dans le projet notamment à travers la réalisation d'une déclaration Loi sur l'eau, la qualité de traitement paysager du projet et la préservation du corridor écologique par une lisière plantée et arborée.

Il ne justifie donc pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à COLOMBE

le, 02/07/2018

Signature

Le Président
Roger JALTAT

COMMUNAUTE DE COMMUNES
de BIEVRE EST
Parc d'Activités Bièvre Dauphine
1352, rue Augustin Blanchet
38690 COLOMBE
Tél. 04 76 06 10 94 - Fax 04 76 06 40 98

Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus